

LETTRE ÉCONOMIQUE ÉGYPTE

Une publication du Service économique du Caire
Numéro 152 : septembre 2024

Le chiffre du mois

50,4

En août, l'indice des directeurs d'achat (PMI) a dépassé les 50, marquant la première expansion de l'activité du secteur privé non pétrolier depuis trois ans

Sommaire

Actualités	3
Relations économiques bilatérales.....	3
Brèves économiques	6
Notes d'analyse.....	8
Échanges commerciaux franco-égyptiens : une baisse globale au premier semestre 2024.....	8
La conquête du désert par les villes, entre rêve et réalité	12
Indicateurs.....	15
Indicateurs macroéconomiques	15
Indicateurs socioéconomiques	17

« QUO MAIOR AMICUS, EO MELIOR EST » Plaute

Les remaniements gouvernementaux intervenus en Égypte puis en France devraient fournir de nouvelles occasions de célébrer l'excellence de notre partenariat stratégique. Deux membres du gouvernement égyptien ont ainsi choisi la France pour leur premier déplacement dans l'Union européenne depuis leur nomination, à l'occasion du forum Égypte organisé cette semaine à Paris et Marseille par Business France et ses partenaires, au succès sans précédent (plus de 300 participants). Moment tout désigné pour s'interroger sur la place qu'occupe réellement la France parmi les partenaires économiques de l'Égypte.

Comme dans beaucoup de pays émergents et en développement, la France n'y brille pas par une part de marché très élevée (2,6 % l'an dernier), inférieure à celle d'autres grands pays européens. Avec un volume d'échanges de 3 Md EUR dont 1,8 Md d'exportations portées par quelque 2 300 entreprises, à 70 % PME et ETI, nos échanges sont néanmoins excédentaires et sont appelés à le rester, compte tenu notamment, mais pas seulement, des livraisons programmées des dix Airbus A350-900 acquis par Egypt Air l'an dernier. Comme dans beaucoup de pays de cette catégorie également, la présence de la France est avant tout caractérisée par le dynamisme des investissements de ses entreprises. Dans ce domaine, notre pays se distingue : deuxième investisseur européen derrière l'Italie, premier hors hydrocarbures, la France compterait en Égypte environ 180 filiales employant directement plus de 50 000 personnes, et un stock d'investissements supérieur à 7 Md EUR. Notre présence, permanente, évolue sans cesse. Historiquement importante dans le secteur des transports, du tourisme, de la construction, de l'énergie, de l'eau et l'assainissement, elle s'est diversifiée dans l'agroalimentaire, la R&D, la banque et l'assurance, la grande distribution, les activités maritimes et logistiques ainsi que le secteur manufacturier. Nombre de nos entreprises ont aussi fait de l'Égypte leur « plateforme régionale », voire mondiale dans les fonctions support et de développement produits, profitant d'une main d'œuvre abondante et qualifiée dans un marché globalement compétitif. La francophonie n'y est pas abstraite, elle fait partie intégrante de l'attractivité économique de l'Égypte et de sa volonté de projection au-delà de ses frontières, et notamment vers l'Afrique.

Notre coopération est également financière. Aujourd'hui structurée par un accord intergouvernemental signé en 2021, elle irrigue des pans entiers de notre coopération économique en accompagnant depuis plus de quarante ans, en grande partie par le biais de nos entreprises, la mise en œuvre des ambitions égyptiennes en matière d'infrastructures et d'environnement. La France est ici le premier bailleur bilatéral de l'Égypte au travers des financements apportés par le Trésor français et, depuis 2006, l'AFD. Cela sans compter les contributions financières de la France aux programmes multilatéraux, du FMI ou de l'Union européenne.

Notre relation économique avec l'Égypte est donc parmi les plus étroites que compte la France hors des frontières européennes et ne montre aucun signe de faiblesse. L'amélioration constatée et escomptée de la conjoncture et de l'environnement économique ne pourront qu'y contribuer.

Pascal FURTH, Chef du Service économique

Actualités

Relations économiques bilatérales

Évènements marquants du mois de septembre :

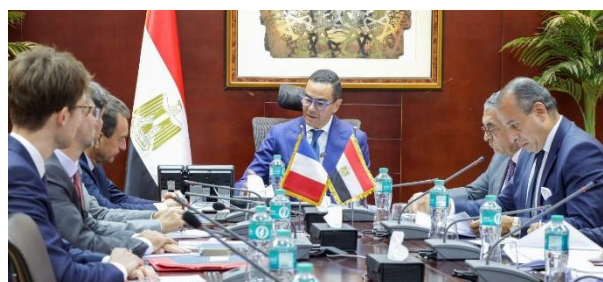
→ **3 au 5 septembre :** La première édition de l'Egypt International Airshow, inaugurée par le Président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi à Al-Alamein, a réuni pendant trois jours plus de 200 exposants dans les secteurs de la défense, l'aviation civile, l'aéronautique et l'aérospatial. Les entreprises françaises ont répondu à l'appel (présence d'Airbus, Dassault, MBDA, Safran, Thales) accompagnées du Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales.



→ **5 septembre :** Premier entretien dense et chaleureux entre l'Ambassadeur de France et S.E. Karim Badawi, nouveau ministre du Pétrole et des Ressources minérales. Conviction partagée du rôle stratégique de ces secteurs, y compris pour la transition énergétique.



→ **5 septembre :** Premier entretien de l'Ambassadeur de France avec le nouveau ministre de l'Investissement et du Commerce extérieur, S.E. Hassan El-Khatib. L'échange chaleureux a permis d'aborder les enjeux relatifs à l'amélioration de la compétitivité et de l'attractivité de l'Égypte.



- **8 septembre** : Petit-déjeuner organisé par la CCIFE à la résidence de France avec comme invité d'honneur le Dr. Hani Sewilam, ministre des Ressources en eau et de l'Irrigation. Cette rencontre a été l'opportunité d'échanger sur des domaines potentiels de coopération pour répondre à la stratégie ambitieuse du ministère visant à relever les défis du stress hydrique.



- **9 septembre** : Le Service économique et Business France ont accompagné l'Ambassadeur de France à la visite du siège de la zone économique du canal de Suez (SCZone), suivie d'une visite du port attenant. La SCZone compte quatre zones industrielles distinctes le long du Canal du Suez et six ports offrant une ouverture sur la mer Méditerranée et la Mer Rouge. La visite a été l'occasion de discuter des ambitions de l'Égypte pour devenir un hub industriel, portuaire et logistique. Plus de 160 projets sont aujourd'hui en cours ou à l'étude.



- **12 septembre** : Visite de l'usine Schneider Electric de Badr City, spécialisée dans la production d'équipements de distribution d'électricité et principale implantation industrielle du groupe dans la région. L'occasion d'évoquer les projets de l'entreprise en Égypte et de constater son ambitieuse politique RSE en Égypte.



- **16 septembre** : Visite des bureaux d'Atos Égypte, récemment inaugurés, en présence de l'Ambassadeur de France et du Service économique. L'occasion de rencontrer les équipes locales, riches d'environ 1000 personnes dont de nombreux jeunes talents féminins, et de mettre en lumière les activités du Global Delivery Center qui ont permis à Atos d'accroître sa présence en Afrique et au Moyen-Orient.



- **24 septembre** : Bel, Schneider Electric, Orange Business et Orange Égypte se sont unis pour déployer une Fresque du Climat géante auprès de 110 étudiants de l'École de Droit de la Sorbonne au Caire. Cette initiative, pour sensibiliser les décideurs de demain aux enjeux du réchauffement climatique, a été lancée avec le soutien de l'Ambassade de France au Caire, dans le cadre de son club développement durable des entreprises françaises.



- **24 septembre** : Ouverture par l'Ambassadeur de France du séminaire régional Afrique du Nord sur la contrefaçon, organisé par l'Union européenne et l'INPI, en présence du Dr Hesham Azmi, Président de la nouvellement créée autorité égyptienne de la propriété intellectuelle.



Brèves économiques

1. Visite historique du président égyptien en Turquie

Le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi a effectué le 4 septembre 2024 sa première visite en Turquie depuis plus de dix ans, marquant une étape majeure dans la normalisation des relations entre les deux pays. Avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, il a présidé la première réunion du Conseil de coopération stratégique de haut niveau, signant une série de Memorandum of Understanding (MoU) dans des domaines tels que la finance, l'énergie, l'industrie, les télécommunications, la santé et la formation diplomatique. Les deux nations visent à porter le volume des échanges commerciaux à 15 Md USD et à renforcer les investissements bilatéraux. La coopération s'étend également aux secteurs militaire et culturel.

2. Plus de 1,1 Md USD d'accords signés entre la Chine et l'Égypte

À l'occasion du Forum sur la coopération sino-africaine à Beijing (4 au 6 septembre), l'Égypte a signé une série de contrats et protocoles pour un montant supérieur à 1,1 Md USD. Ils incluent la mise en place de nouvelles installations industrielles dans la zone économique du canal de Suez et des investissements substantiels dans le secteur des télécommunications, incluant des usines, des centres de données, ainsi que des centres de formation et de recherche et développement. Parmi les projets majeurs, le groupe Befar - fabricant de produits chimiques - y établira une usine de chlore-alcali de 500 M USD, et Tsinghua Unigroup - fabricant de technologies et de semi-conducteurs - lancera un fonds d'investissement technologique initial de 300 M USD. La Chine, troisième partenaire commercial de l'Égypte avec des échanges de 13,3 Md USD en 2022/23, a vu ses relations commerciales avec l'Égypte augmenter de 67 % depuis la signature d'un partenariat stratégique global en 2014.

3. Privatisation : Tamweely vendue pour 2,8 Md EGP

Le gouvernement égyptien a vendu sa participation dans Tamweely, principal acteur de la microfinance locale, pour 2,8 Md EGP (environ 91 M USD) à un consortium d'investisseurs internationaux. Les nouveaux propriétaires incluent le fonds SPE PEF III géré par SPE Capital, la BERD, Tanmiya Capital Ventures et la British International Investment (BII). Les entités publiques sortantes sont Ayadi for Investment & Development, NI Capital et Post for Investment. Cette transaction, conclue après 20 mois de négociations, peu de temps avant la quatrième revue du programme FMI après une période de stagnation des privatisations. Le gouvernement ayant revu à la baisse l'objectif initial fixé par le FMI pour 2024-25, passant de 6,5 Md USD à environ 2-2,5 Md USD, comme l'a annoncé le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk, début d'août, soit un niveau bien inférieur aux attentes du programme.

4. Lancement d'une nouvelle ligne d'assemblage Stellantis

Stellantis a annoncé le 2 septembre le lancement d'une nouvelle ligne d'assemblage en Égypte pour le modèle de Jeep Grand Cherokee L, en partenariat avec l'Organisation arabe pour l'industrialisation (AOI), sur le site de l'usine Arab American Vehicles (AAV). Créée en 1977, AAV est une joint-venture entre l'AOI et Fiat Chrysler qui a permis la création d'un site industriel pour la production annuelle de 6000 véhicules. Cette nouvelle ligne renforce la présence de Stellantis

en Égypte, où l'entreprise est déjà implantée pour la production de son modèle Jeep Grand Cherokee classique, en collaboration également avec l'AOI. [Stellantis vise à faire de l'Égypte sa base régionale de production](#) et prévoit de localiser l'assemblage de 25 nouveaux modèles, dont des [véhicules électriques](#), d'ici 2030. Pour rappel, en 2023, un accord-cadre signé avec Nissan et Al Mansour prévoyait un investissement de 145 millions USD dans l'objectif d'assembler 70 000 véhicules par an en Égypte.

5. Nouveau paquet d'amendements en matière fiscale

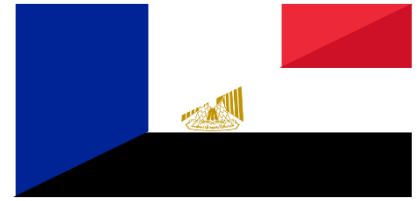
Le [ministère des Finances](#) égyptien a présenté une première série d'amendements au système fiscal visant notamment à [soutenir le développement des PME](#) et à [restaurer la confiance dans le système fiscal](#). Ce paquet prévoit notamment que les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur ou égal à 15 M EGP ne paient qu'une taxe forfaitaire (couvrant l'impôt sur le revenu, la TVA, les dividendes et le droit de timbre), que ces entreprises soumettent les déclarations de TVA sur une base trimestrielle et non plus mensuelle, et que l'impôt sur le revenu soit payé annuellement, au lieu de 17 fois par an. Le paquet prévoit également de faciliter les déclarations fiscales pour les contribuables, de plafonner les pénalités de retard pour qu'elles ne dépassent pas le montant initial de l'impôt dû, ainsi qu'un certain nombre de mesures de clémence fiscale.

6. Première progression de l'indice PMI depuis trois ans

L'[indice des directeurs d'achat \(PMI\)](#) de l'Égypte est passé 49,7 en juillet à 50,4 en août 2024, marquant la première expansion de l'activité du secteur privé non pétrolier depuis trois ans. L'enquête souligne une reprise de la demande, de l'emploi et de l'activité d'achat favorisée par une amélioration du sentiment de confiance des entreprises en août. Toutefois, les entreprises continuent de faire face à des défis persistants, en particulier les pressions inflationnistes qui pèsent à la fois sur les coûts de production et leurs marges en raison de la dépréciation de la livre égyptienne.

Note d'analyse (1)

Échanges commerciaux franco-égyptiens : une baisse globale au premier semestre 2024 mais un excédent maintenu



Au premier semestre 2024, le volume total des échanges bilatéraux franco-égyptiens s'est établi à 1,2 Md EUR, en baisse de 19 % par rapport aux 1,5 Md EUR enregistrés sur la même période en 2023. Sur les six premiers mois de l'année en cours, les exportations françaises vers l'Égypte se sont élevées à 676 M EUR (-26 % en glissement annuel), soit leur plus bas niveau semestriel depuis au moins 2020, principalement en raison de l'absence de livraisons d'Airbus après celles intervenues en 2023. Les importations françaises en provenance d'Égypte ont diminué, mais dans des proportions bien plus limitées (-7 % en g.a, 565 M EUR). En effet, la faiblesse de l'appareil exportateur égyptien et la baisse de la production locale de gaz naturel ont fortement limité les exportations égyptiennes, malgré la dépréciation de la monnaie locale d'environ 52 % entre janvier et juin 2024. Dans ce contexte, le solde commercial bilatéral reste excédentaire en faveur de la France mais a connu une baisse significative de 64 % en g.a (ramené de 309 M EUR au premier semestre 2023 à environ 110 M EUR au premier semestre 2024).

Malgré une hausse des ventes de produits agricoles, la France enregistre une importante baisse de ses exportations compte tenu de l'absence de livraisons d'aéronefs et d'un accès restreint aux devises

Sur la première moitié de l'année 2024, à l'exception des produits pharmaceutiques (+14 % en g.a, à 112 M EUR), premier poste d'exportation français, les autres principaux postes ont connu une chute des volumes de vente. Cette baisse s'inscrit dans un contexte de dégradation de la situation économique égyptienne (croissance économique atone de 2,7 % sur la période 2023/24), de pénurie de devises (limitant la capacité des importateurs à régler leurs fournisseurs étrangers) et de dépréciation de la livre égyptienne (qui renchérit le prix des marchandises). Au total, sur la période, les exportations françaises vers l'Égypte, qui s'élèvent à 676 M EUR, enregistrent une contraction significative de 26 % en glissement annuel. Ce repli s'explique principalement par le recul marquant des exportations de matériels de transport (-73 % en g.a, 96 M EUR) et, en particulier, par la chute des livraisons d'aéronefs (-91 % en g.a, à 24 M EUR, devenant le 10^{ème} poste d'exportation), et ce alors que le premier semestre 2023 avait été marquée par la livraison en leasing de quatre Airbus A321 à EgyptAir. La diminution de nos exportations de véhicules automobiles (-27 % en g.a, à 54 M EUR, soit le 3^{ème} poste d'exportation) est attribuée aux difficultés de financements de l'Égypte. Considérés comme des biens non essentiels, les véhicules n'ont pas bénéficié d'un accès prioritaire aux devises, ce qui a fortement contribué à la baisse des ventes de matériels de transport.

Les exportations de produits agroalimentaires (+26 % en g.a, 74 M EUR) et issus de la culture et de l'élevage (+504 % en g.a, 32 M EUR) se distinguent, soutenues par une relance des capacités d'importation orientées vers des biens essentiels, dans un contexte de **hausse des importations de blé en Égypte, estimée à 30 % en g.a au premier semestre 2024 (2,3 Md USD).** Cette hausse reflète la nécessité pour le pays de sécuriser son approvisionnement alimentaire pour répondre aux besoins à la suite de l'invasion russe en Ukraine. Toutefois, les

achats de blé français sont en baisse tendancielle ces dix dernières années, les exportations françaises faisant face à la concurrence de la Mer Noire et particulièrement de la Russie qui a représenté 64 % des achats publics égyptiens de blé entre juillet 2023 et juin 2024. En outre, les exportations d'équipements mécaniques, électriques, électroniques et informatiques se sont maintenues (+2 % en g.a, 144 M EUR), représentant 21 % des exportations au premier semestre 2024, contre 15 % en 2023. Par ailleurs, les exportations de produits laitiers, 9^{ème} poste d'exportation, connaissent un recul de 21,5% en g.a, en raison, d'une part, de la forte dépréciation de la livre égyptienne sur la période et, d'autre part, des incertitudes liées aux exigences de certification halal.

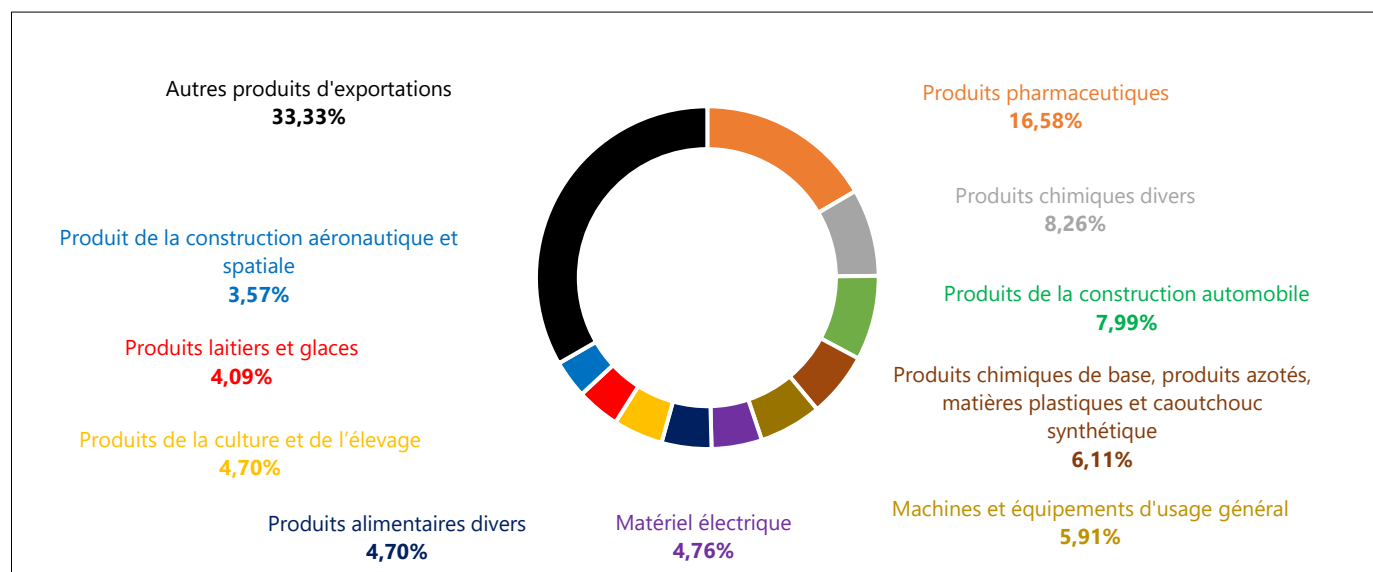
Sur les six premiers mois de l'année 2024, la structure des exportations françaises vers l'Égypte, qui s'inscrit dans le prolongement des évolutions observées ces dix dernières années, se fonde sur des catégories de biens dégagant traditionnellement un excédent (produits pharmaceutiques, équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique, matériel de transports) mais dont certains (matériel de transports en tête) demeure largement dépendant du contexte commercial bilatéral.

Tableau 1 : Répartition sectorielle des exportations françaises aux premiers semestres 2023 et 2024.

En millions d'euros	Exportations FAB				
	1er semestre	en % du total	1er semestre	en % du total	évol. en g.a (%)
	2023	2023	2024	2024	
Autres produits industriels	317	35%	309	46%	-3%
Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	141	15%	144	21%	2%
Matériels de transport	352	38%	96	14%	-73%
Produits des industries agroalimentaires (IAA)	59	6%	74	11%	26%
Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	7	1%	33	5%	404%
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	15	2%	14	2%	-5%
Produits pétroliers raffinés et coke	5	1%	3	0%	-37%
Produits divers	22	2%	2	0%	-89%
Ensemble	916	100%	675	100%	-26%

Source: Douanes françaises.

Graphique 1 : Principaux postes d'exportations françaises vers l'Égypte aux premiers semestres 2024 (en % du total des exportations, par produit).



Source: Douanes françaises.

Note: les « produits chimiques divers » sont par exemples les produits de nettoyage, les solvants, les réactifs. Les « produits alimentaires divers » indiquent la nourriture préparée, conserves, produits alimentaires transformés.

Un léger recul des importations en provenance d'Égypte, malgré la perte de valeur de la livre égyptienne dans des proportions inédites sur la période

Au premier semestre 2024, les importations françaises en provenance d'Égypte ont atteint 565 M EUR, soit une baisse de 7 % en g.a. Ce recul résulte principalement de la chute des importations d'hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives (36 M EUR, -75 % en g.a), lesquelles ont constitué seulement la 6^{ème} catégorie d'importation (6 % du total de nos importations contre 24 % un an plus tôt). Si la chute des cours du pétrole et du gaz naturel liquéfié (GNL) a partiellement contribué à cette diminution, le facteur principal reste la baisse de la production égyptienne liée aux difficultés rencontrées sur le champ gazier Zohr en Méditerranée orientale (74 % de la production égyptienne), en raison des retombées du conflit entre Israël et le Hamas. Déjà, sur l'ensemble de l'année 2023, la production de GNL en Égypte avait fléchi de 11,5 %, atteignant son plus bas niveau depuis 2017.

A l'image du premier semestre 2023, près de la moitié des importations en provenance d'Égypte demeure portée, en premier lieu, par la catégorie « autres produits industriels » (309 M EUR, niveau quasiment identique à la même période de l'année passée). Dans le détail, les produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique dominent les importations de cette catégorie de produits (premier poste d'importation de la France en provenance d'Égypte, 135 M EUR, -15% en g.a). En second lieux, les équipements mécaniques, électriques et électroniques constituent la deuxième principale catégorie d'importation en provenance d'Égypte (15% du total des importations, à 87 M EUR, +24 % en g.a). Certains secteurs ont affiché une nette progression, reflétant une diversification du commerce franco-égyptien. Les importations de produits pétroliers raffinés et coke se sont particulièrement distinguées, atteignant 47 M EUR à la mi-2024 contre seulement 8 500 EUR sur la première moitié de l'année 2023, représentant désormais la quatrième catégorie d'importation. Cette hausse traduit une diversification des sources d'approvisionnement

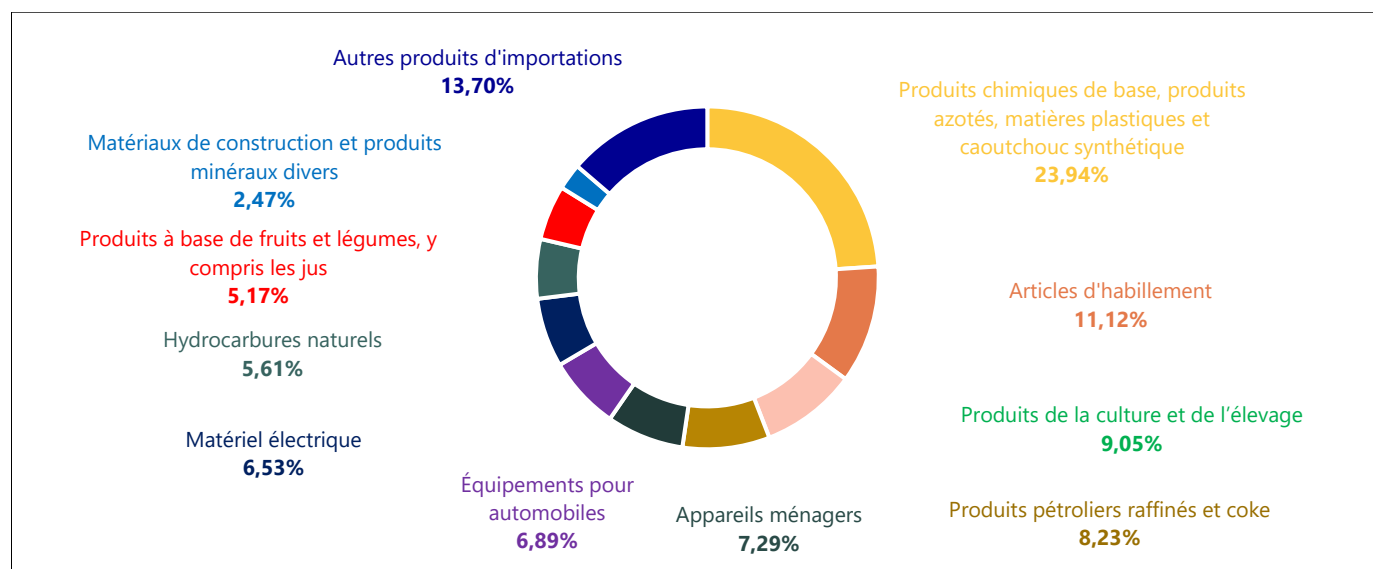
énergétique de la France après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les importations de produits agricoles ont progressé de 29 %, totalisant 53 M EUR (soit la troisième principale catégorie d'importation en provenance d'Égypte), tandis que celles de produits agroalimentaires ont augmenté de 19%, pour atteindre 33 M EUR au premier semestre 2024.

Tableau 2 : Répartition sectorielle des importations françaises aux premiers semestres 2023 et 2024.

En millions d'euros	Importations CAF				
	1er semestre	en % du total	1er semestre	en % du total	évol. en g.a (%)
	2023	2023	2024	2024	
Autres produits industriels	287	47%	269	48%	-6%
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	71	12%	87	15%	24%
Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	41	7%	53	9%	29%
Produits pétroliers raffinés et coke	0	0,001%	47	8%	547207%
Matériels de transport	37	6%	40	7%	9%
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	143	24%	36	6%	-75%
Produits des industries agroalimentaires (IAA)	28	5%	33	6%	19%
Produits divers	1	0%	0	0%	-41%
Ensemble	607	100%	565	100%	-7%

Source: Douanes françaises.

Graphique 2 : Principaux postes d'importations françaises vers l'Égypte aux premiers semestres 2024 (en % du total des exportations, par produit).



Source: Douanes françaises.

Pauline BELHASSINE-PAILLET, Attachée économique

Note d'analyse (2)

La conquête du désert par les villes, entre rêve et réalité



La croissance démographique vigoureuse de l'Égypte a conduit le gouvernement égyptien à adopter une stratégie ambitieuse de développement de villes nouvelles - initiée il y a une cinquantaine d'années par le président Anwar Al-Sadat – et visant à désengorger les zones urbaines surpeuplées, à l'instar du Caire. Alors que la conquête des terres désertiques vise à étendre la surface habitée du pays, ce modèle d'urbanisme amène des besoins d'investissements colossaux, notamment pour y acheminer l'eau, et nécessite d'y attirer durablement les populations. La Nouvelle Capitale administrative, projet phare du gouvernement et vitrine des villes nouvelles, incarne parfaitement ces défis avec des infrastructures à la pointe de la modernité qui commencent à être exploitées. À noter que le [prochain Forum urbain mondial se tiendra au Caire du 4 au 8 novembre](#), offrant à l'Égypte une occasion de mettre en lumière les avancées de ses mégaprojets urbains.

L'expansion et l'essor des villes nouvelles : une stratégie historique portée par le gouvernement ...

L'urbanisation des terres désertiques - hors de la vallée du Nil - occupe une place centrale dans les stratégies nationales égyptiennes, avec pour objectif de doubler la superficie habitée d'ici 2052 - de 7 % à 14 % du territoire. Alors que la croissance démographique égyptienne devrait se maintenir à un niveau élevé dans les années à venir (+10 % entre 2024 et 2029 pour atteindre près de 120 M d'habitants), et que près de [40 % de la population vivait dans des logements informels en 2019](#) (70 % au Caire), le gouvernement a placé la construction des villes nouvelles au cœur de sa stratégie de développement durable [Vision 2030](#), révisée en 2022. Ce plan, lancé dans les années 1980, a déjà conduit à la création [de 24 villes nouvelles](#). La quatrième génération, amorcée en 2014, vise la construction de [37 villes supplémentaires d'ici 2052](#) avec pour ambition d'accueillir à terme [56 M d'habitants](#). À ce jour, [14 villes ont été construites](#) ou sont en cours de construction sur le territoire. Ces projets, expression d'une volonté politique au plus haut niveau de l'État, sont principalement portés par le [ministère du Logement \(MoHUUC\) via l'Autorité des nouvelles communautés urbaines \(NUCA\)](#), responsable des infrastructures de services publics. Ce vaste programme d'urbanisation, par son ampleur, est devenu un moteur de la croissance économique alors que le [secteur de la construction est clé pour l'économie égyptienne](#) - près de 3,5 M d'emplois et entre 5 % (FMI) et 8 % (autorités) du PIB sur l'année fiscale 2022/23. Face aux défis de relocalisation des populations, deux priorités se dessinent pour les autorités : [sensibiliser l'ensemble des Égyptiens aux bénéfices de ces nouvelles zones résidentielles et encourager une plus grande participation du secteur privé au développement de ces pôles urbains](#).

Parmi les villes nouvelles, la Nouvelle Capitale administrative, située à 45 km du Caire, est érigée en symbole. Capitalisant sur [l'envergure de ses réalisations](#), elle abrite ainsi la plus haute tour d'Afrique, le plus grand drapeau du monde, un parc deux fois plus vaste que Central Park, 21 quartiers résidentiels, etc. La ville devrait à terme compter plus de [6 M d'habitants](#). La première phase du projet, dont la construction a débuté en 2015, est quasiment achevée - la quasi-totalité des ministères y a déménagé, le palais présidentiel a été inauguré en 2024 et les universités sont opérationnelles. A la suite d'un appel d'offres, le [consultant libanais Dar Al-](#)

Handasah a été sélectionné en février 2024 pour superviser la planification de la seconde phase, dont la mise en œuvre devrait prendre un à deux ans. Contrairement aux autres villes nouvelles, le financement et la supervision de la construction de la NCA sont du ressort de l'Administrative Capital for Urban Development (ACUD), rattachée au ministère de la Défense. D'autres ministères sont intégrés à ce projet, comme le ministère des Communications qui finance une « smart city » ultra-technologique, avec notamment une application mobile expérimentale permettant la gestion à distance de certains services. L'entreprise Honeywell porte le système de surveillance de la ville, dans le cadre d'une coopération avec l'Organisation Arabe pour l'Industrialisation (AOI) pilier majeur de l'industrie de défense égyptienne. Toutefois, le taux d'occupation demeure très bas. La majorité des travailleurs et étudiants choisissent pour l'instant de résider à Badr City ou à New Cairo, à 20-40 km. De même le nouveau quartier d'affaires reste à ce jour inoccupé. En parallèle, la ville de New Alamein, située sur la côte méditerranéenne, a été désignée comme résidence d'été des autorités, accueillant la première réunion du Cabinet ministériel dans une ville nouvelle après le remaniement en juillet 2024.

...qui entraîne des coûts financiers importants portés partiellement par le secteur privé

La pression financière de ces grands travaux pèse sur les finances de l'État, dans un contexte macroéconomique fragile. Entre 2014 et 2022, la NUCA aurait ainsi signé des accords avec 67 promoteurs, totalisant 35,5 Mds USD d'investissements pour les villes de quatrième génération. L'entité dispose d'un budget annuel important (4,7 Mds USD alloué par l'État et approuvé pour l'exercice 2023/24) et en croissance (+139 % par rapport aux allocations fixées en 2019/20). En outre, le modèle financier de la NUCA passe également par des levées de fonds sur les marchés financiers grâce à l'émission d'obligations. Une partie des fonds est ensuite réinjectée dans des institutions telles que la *Housing & Development Bank* pour soutenir les promoteurs, qui offrent des facilités de paiement aux acheteurs, avec des échéances pouvant s'étaler sur 15 ans, une pratique répandue sur le marché immobilier égyptien. A noter que l'investissement émirati de Ras El-Hekma devrait en partie bénéficier à la NUCA à hauteur de 24 Md USD dans le cadre de l'achat des droits de développement urbain. A cela s'ajoutent les investissements liés au développement de la NCA, estimés, selon plusieurs rapports, à 60 Mds USD pour la première phase. L'ACUD finance en partie le projet grâce la vente de terrains, principalement aux banques nationales ou à des entreprises publiques. Enfin, les coûts attendus liés aux développements de certains projets d'infrastructures essentielles (transports, énergie, santé, éducation) sont financés par un recours à la dette externe - prêts souverains rétrocédés à la National Authority for Tunnels (NAT) pour la construction des infrastructures ferroviaires par exemple.

Les grands projets d'infrastructures attirent toutefois certaines entreprises privées qui se positionnent sur ces projets d'envergure. La participation du secteur privé dans les villes nouvelles est dominée par de grands groupes égyptiens. Orascom Construction est à ce titre le principal constructeur de la nouvelle capitale administrative (NCA). A noter toutefois la forte présence chinoise alors que l'entreprise China State Construction Engineering Corporation (CSECS) est chargée de la construction du quartier d'affaires. Les grands groupes du Golfe, très présents sur la promotion immobilière, ont choisi de s'éloigner des projets d'infrastructures de la NCA pour se focaliser sur les autres villes nouvelles. La participation de certaines entreprises européennes et américaines est toutefois remarquée et se concentre sur certains projets d'infrastructures spécifiques (rail, énergie, ICT), dont plusieurs mis en œuvre par des groupes français. Les entreprises allemandes sont notamment présentes, avec Siemens en tête, impliquée dans des projets majeurs tels qu'un centre de contrôle électrique mobilisant un investissement

de 2,5 Mds USD et une [ligne à grande vitesse](#) reliant la NCA à d'autres villes nouvelles. [Dorsh](#) est également actif pour la [construction et l'exploitation du réseau de distribution en eau](#). La présence des entreprises françaises demeure significative : [Alstom](#) a fourni le matériel roulant et opère le [monorail](#) reliant le Caire à la NCA, tandis qu'[Orange](#) et [Atos](#) se sont engagés sur des projets de [data centers](#). [Schneider Electric](#) travaille sur le [volet énergie](#), se concentrant sur les infrastructures de distribution électrique. Enfin, [Accor](#) assurera la gestion de l'Hôtel Mövenpick dans la [Sixty Iconic Tower](#), la plus haute tour d'Afrique.

Annexe 1 : Plan de développement urbain de l'Égypte par génération de Villes Nouvelles.



Source: Chambre de commerce américaine en Égypte.

Alice REGNIER, Attachée infrastructure, environnement et santé

Indicateurs macroéconomiques

En 2023	Égypte				Afrique du Nord et Moyen-Orient (ANMO)			
PIB nominal	396 Md USD				4 290 Md USD			
Services	56,6%				47,5% ⁽¹⁾			
dont : Industrie	32,7%				46% ⁽¹⁾			
Agriculture, sylviculture et pêche	10,6%				4,9%			
PIB par habitant	3 770 USD				8 562 USD			
Exercice budgétaire	2021/22	2022/23	2023/24	2024/25 (p.)	2021	2022	2023	2024 (p.)
Taux de croissance réel	6,7%	3,8%	3,0%	4,1%	4,1%	5,6%	2,0%	2,9%
Déficit budgétaire (% PIB)	-6,2%	-7,8%	-8,4%	-7,3%	-2,2%	3,1%	-0,4%	-1,3%
Excédent primaire (% PIB)	1,3%	1,7%	2,1%	2,3%	-1,0%	3,9%	0,7%	0,3%
Solde courant (% PIB)	-3,5%	-3,0%	-2,5%	-2,4%	4,2%	10,3%	5,3%	3,9%
Taux d'inflation (% annuel)	8,5%	23,5%	32,2%	19,9%	14,0%	14,4%	16,5%	14,4%
Dettes publiques (% PIB)	88,5%	95,9%	96,4%	82,8%	52,1%	43,9%	43,3%	40,9%
Dettes externes (% PIB)	32,8%	41,8%	43,0%	40,7%	56,3%	48,2%	46,1%	45,0%

Source : ministère des Finances égyptien, Banque mondiale, Banque centrale d'Égypte et FMI.

Note : (1) les parts des secteurs des services et de l'industrie dans le PIB de la région ANMO correspondent aux données de 2022.

En Md USD	2020/21	2021/22	2022/23	2023/24 ⁽¹⁾
Balance des paiements				
Exportations totales	28,7	43,9	39,6	24,1
Importations totales	70,7	87,3	70,8	52,9
Transferts de travailleurs expatriés	31,4	31,9	22,1	14,5
Flux entrants nets d'IDE	5,2	8,9	10,0	23,7
Solde compte de capital et financier	23,4	11,8	8,9	20,0
Solde globale	1,9	-10,5	0,9	4,1
Secteur bancaire (juillet 2024)				
Crédit à l'économie (% dépôts)	49,7%	48,4%	-	-
Fonds propres (% total des actifs)	6,9%	6,6%	7,1%	-
Créances douteuses (% prêts totaux)	3,5%	3,2%	-	-

Source : ministère des Finances égyptien, Banque centrale d'Égypte.

Note : (1) les données pour l'exercice 2023/24 couvrent la période de juillet à mars, les données du dernier trimestre n'étant pas encore disponibles.

Agence de notation de la dette souveraine	Note	Perspective	Action	Date
Moody's	Caa1	Positive		07-mars-24
Standard & Poor's	B-	Positive	Révision à la hausse	18-mars-24
Fitch	B-	Positive		09-mai-24

Indicateurs trimestriels Comptes externes (Md USD)	2022/23				2023/24			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
	Juil-Sept	Oct-Déc	Janv-Mar	Avr-Juin	Juil-Sept	Oct-Déc	Janv-Mar	Avr-Juin
Solde commerciale	-9,10	-6,45	-8,00	-7,61	-7,94	-10,71	-10,14	-
<i>dont hydrocarbures¹</i>	<i>-0,11</i>	<i>1,88</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-1,31</i>	<i>-1,77</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Balance des services	4,05	6,81	3,68	7,38	5,20	3,96	2,10	-
Revenus du tourisme	4,07	3,25	2,99	3,32	4,45	3,32	3,10	-
Revenus du canal de Suez	2,01	1,97	2,24	2,54	2,40	2,40	0,96	-
Transferts diaspora (nets)	6,44	5,55	5,46	4,63	4,52	4,93	5,02	-
Compte courant	-3,19	1,41	-3,49	0,56	-2,81	-6,83	-7,46	-
Solde compte de capital et financier	4,42	-1,63	5,27	0,88	1,77	6,59	11,67	-
<i>dont flux nets d'IDE</i>	<i>3,30</i>	<i>2,43</i>	<i>2,22</i>	<i>2,09</i>	<i>2,32</i>	<i>3,21</i>	<i>18,18</i>	<i>-</i>
<i>dont flux nets d'inv. de portefeuille</i>	<i>-2,16</i>	<i>-0,86</i>	<i>-0,41</i>	<i>-0,34</i>	<i>-0,52</i>	<i>0,78</i>	<i>14,38</i>	<i>-</i>
Solde de la balance des paiements	0,52	0,08	-0,32	0,60	0,23	-0,64	4,54	-

Source : Banque centrale d'Égypte.

Note : les hydrocarbures incluent les exportations et importations de pétrole brut, produits pétroliers, carburants pour navires et avions et le gaz naturel.

Indicateurs mensuels 2023/24												
	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	
Inflation (g.a) en %												
Inflation urbaine	34,6%	33,7%	29,8%	35,7%	33,3%	32,5%	28,2%	27,5%	25,7%	26,2%	25,7%	
Inflation sous-jacente	35,9%	34,2%	29,0%	35,1%	33,7%	31,8%	27,1%	26,6%	24,4%	25,1%	24,4%	
Taux d'intérêts (corridor BCE) en %												
Taux de rémunération des dépôts	19,3	19,3	19,3	21,3	27,3	27,3	27,3	27,3	27,3	27,3	27,3	
Taux de refinancement	20,3	20,3	20,3	22,3	28,3	28,3	28,3	28,3	28,3	28,3	28,3	
Taux de change (au dernier jour du mois)												
EGP pour 1 EUR	33,6	34,0	33,4	33,4	50,9	51,3	51,1	51,3	52,6	53,9	54,0	
EGP pour 1 USD	30,8	30,8	30,8	30,8	47,2	47,8	47,2	48,0	48,5	48,6	48,2	
Réserves officielles (Md USD, à la fin du mois)												
Réserves de devises	35,2	35,2	35,3	35,3	40,4	41,1	46,1	46,4	46,5	46,6	0,0	

Source : Banque centrale d'Égypte.

Indicateurs socioéconomiques

		Égypte	ANMO	Monde
Population et démographie				
Population	2023	113 M	3,06 Md	8,02 Md
Croissance de la population (% annuel)		1,50%	1,50%	0,90%
Densité de la population (hab/km ²)	2021	110	43	61
Population âgée de 15 à 64 ans (% du total)	2023	70,4 M	325,2 M	5,21 Md
Population disposant de moins de \$1,90/jour (2011 PPA) (%)	2021	2%	5% ⁽¹⁾	9%
Santé et nutrition				
Espérance de vie à la naissance (années)	2022	70	73	72
Natalité (pour 1 000 hab)	2022	22	20	17
Mortalité (pour 1 000 hab)	2022	6	5	8
Fécondité (naissances par femme)	2022	2,30%	2,60%	2,30%
Mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	2022	16	16	28
Malnutrition (% de la population)	2021	7%	10%	9%
Insécurité alimentaire sévère (% de la population)	2019	8,8% ⁽²⁾	8,90%	10,50%
Sous-alimentation (% de la population)	2021	22,40%	62,40%	76,20%
Lits d'hôpitaux (pour 1 000 habitants)	2017	1%	2%	3%
Dépenses de santé des administrations publiques (% du PIB)	2021	1%	4%	7%
Marché du travail et éducation				
Population active (% âgée de 15-64 ans)	2022	47%	49%	66%
<i>Femmes actives</i>		17%	20%	53%
<i>Hommes actifs</i>		74%	75%	79%
Taux de chômage (% du total de la population active)	2023	7%	9%	5%
<i>Femmes au chômage</i>		17%	16%	5%
<i>Hommes au chômage</i>		5%	8%	5%
Proportion de jeunes ne suivant pas d'études, d'emploi ou de formation (NEET) (% de la population jeune)	2023	27%	29%	20%
<i>Femmes NEET</i>		39%	41%	28%
<i>Hommes NEET</i>		15%	18%	13%
Alphabétisation des adultes (% âgées de 15+)	2022	75%	80%	87%
<i>Taux d'alphabétisation des femmes</i>		69%	74%	84%
<i>Taux d'alphabétisation des hommes</i>		80%	86%	90%
Alphabétisation des jeunes (% âgées de 15-24 ans)	2022	92%	91%	93%
<i>Taux d'alphabétisation des jeunes femmes</i>		92%	89%	92%
<i>Taux d'alphabétisation des jeunes hommes</i>		93%	93%	94%
Infrastructures et services de base				
Accès à l'eau potable (% de la population)	2022	99%	94%	91%
Accès aux services d'assainissement (% de la population)	2022	98%	91%	81%
Accès à l'électricité (% de la population)	2022	100%	97%	91%
Utilisation d'internet (% de la population)	2022	72%	76%	64%
Inclusion financière				
Compte auprès d'une institution financière ou un portefeuille mobile (% âgés de 15+)	2021	72% ⁽³⁾	53%	76%
<i>Taux d'inclusion financière des femmes</i>		63% ⁽³⁾	46%	74%
<i>Taux d'inclusion financière des hommes</i>		-	60%	78%
Environnement				
Émissions de CO2 (tonnes métriques/hab)	2020	2	5	4,3
Exposition à la pollution atmosphérique (PM2.5) dépassant le seuil OMS (% de la population)	2017	100%	99%	91%

Source : Banque mondiale, OIT et Banque centrale d'Égypte. Note : (1) Données 2018 ; (2) données 2021 ; (3) données juin 2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique du Caire.

Rédaction : Pascal Furth, Nicolas Bic, Antoine Willenbacher, Alexandra Lamotte, Pauline Belhassine-Paillet, Alice Regnier.

Abonnez-vous : écrivez un courriel avec « Abonnement LEE » en objet à pauline.belhassine-paillet@dgtresor.gouv.fr